

Unité départementale du Rhône
63, avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 10/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SANOFI WINTHROP INDUSTRIE

Campus Mérieux
1541 Avenue Marcel MERIEUX
69280 Marcy-L'étoile

Références : UDR-SSDAS-25-198-AM
Code AIOT : 0006103644

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement SANOFI WINTHROP INDUSTRIE implanté 1541 AVENUE MARCEL MERIEUX 69280 MARCY-L'ETOILE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a pour objet le contrôle des installations de stockage d'oxygène (O₂), ainsi que le contrôle des dossiers relatifs aux organismes génétiquement modifiés (OGM) et à l'instruction du plan de gestion des solvants (PGS).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI WINTHROP INDUSTRIE
- 1541 AVENUE MARCEL MERIEUX 69280 MARCY-L'ETOILE

- Code AIOT : 0006103644
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement SANOFI WINTHROP INDUSTRIE (ex. SANOFI PASTEUR) de Marcy l'Etoile est autorisé par l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2008 modifié. Il est un pôle global d'expertise scientifique et industrielle du groupe SANOFI PASTEUR, il comporte un pôle de recherche et de développement (1er site R&D mondial du groupe et pôle d'excellence européen pour les projets de nouveaux vaccins) et un pôle de fabrication de vaccins.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7°	Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
6	Stockage d'oxygène	Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 16	Demande d'action corrective	3 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie - Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 6.4.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	OGM groupe 1 – Dossier	Arrêté Ministériel du 02/06/1998, article 10.1	Sans objet
3	OGM groupe 1 –Analyse effluents	Arrêté Ministériel du 02/06/1998, article 10.10	Sans objet
4	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de relever une bonne maîtrise des sujets abordés ainsi qu'un entretien satisfaisant des installations.

Des actions d'améliorations restent toutefois attendues, notamment en ce qui concerne l'analyse des causes lors de dépassements de valeurs limites sur les effluents aqueux et la disposition du

stockage d'oxygène liquide du bâtiment XL vis à vis du risque d'épanchement accidentel de liquide dans les caniveaux à proximité.

Il a également été rappelé que les extincteurs doivent rester accessibles en toutes circonstances et que les opérateurs doivent être en mesure de les utiliser sans délai en cas d'urgence.

Par ailleurs, des compléments sont attendus dans la prochaine version du plan de gestion des solvants (PGS), afin de répondre aux demandes de précisions formulées lors de l'inspection. L'exploitant devra en particulier veiller à renforcer ses conclusions sur les actions engagées en vue de la réduction de l'utilisation de solvants, ainsi que sur le respect des valeurs limites d'émission (VLE) des solvants, en se comparant aux exigences fixées par les arrêtés ministériels du 2 février 1998 et du 4 novembre 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi précédente inspection
Prescription contrôlée : Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. » Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : En réponse à l'inspection du 21 mars 2024, l'exploitant a transmis par courrier du 6 mai 2024 les éléments de réponse sur les deux remarques formulées: <ul style="list-style-type: none">• Identification des causes de dépassements - actions correctives Dans le courrier précité, l'exploitant s'est engagé à être plus explicite sur la ou les causes potentielles et les actions correctives associées, en les renseignant sur l'outil GIDAF. En amont de l'inspection du 24 juin 2025, l'inspection a consulté GIDAF et a procédé à une analyse par échantillonnage. Le rapport de février 2025 indique des dépassements en Azote Global et un écart au niveau du rapport DCO/DBO5. Ces non-conformités sont accompagnées d'explications et une action corrective est indiquée. En revanche, dans le rapport de janvier 2025, si des dépassements sur le volume, azote global et rapport CDO/DBO5 ont été justifiés, aucune justification n'a été produite concernant le dépassement de MES dans les rejets sur les eaux pluviales relevé le 30 janvier 2025 (taux de 40mg/L). L'inspection demande à l'exploitant de poursuivre le suivi du respect de ses VLE et de veiller à documenter systématiquement toute situation de dépassement, en précisant les causes identifiées et les mesures mises en œuvre.

- **Dépassements récurrents du paramètre température en période estivale**

Dans le courrier précité, l'exploitant proposait de mettre en place, en période estivale, des règles d'exploitations adaptées telles que :

- Une règle de vidange matinale du bassin rempli permettant d'avoir un temps de repos et de refroidissement de l'effluent durant la nuit avant vidange.

- Une règle de limitation du volume utile dans un bassin : aujourd'hui règle de vidange à un volume de 1200m³ (générant potentiellement un effet de masse plus difficile à refroidir). L'exploitant visait un volume optimisé estimé à 800m³.

Interrogé lors de l'inspection du 24 juin 2025, l'exploitant a précisé que ces règles d'exploitation n'ont eu aucun effet sur le paramètre température en sortie des effluents. Il indique que la convention de rejet avec le Grand Lyon serait modifiée afin que les effluents ne dépassent plus les 25°C, et avoir travaillé pour cela sur un projet de récupération de la chaleur des eaux usées du site. Un plan d'action sur 5 ans pour la mise en place de ce projet a été présenté à l'inspection afin de rendre les effluents compatibles avec le respect de la VLE indiquée dans l'arrêté préfectoral.

L'inspection prend acte de la présentation de ce projet de récupération de chaleur des effluents sur 5 ans et enjoint à l'exploitant d'en assurer la mise en œuvre dans les délais annoncés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de poursuivre le suivi du respect de ses VLE et de veiller à documenter systématiquement toute situation de dépassement, en précisant les causes identifiées et les mesures mises en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : OGM groupe 1 – Dossier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/06/1998, article 10.1

Thème(s) : Risques chroniques, OGM – dossier

Prescription contrôlée :

10.1

L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées un dossier relatif aux organismes génétiquement modifiés utilisés. Ce dossier comprend pour chaque organisme génétiquement modifié ou combinaison d'organismes génétiquement modifiés l'avis de la commission de génie génétique relatif au classement et aux conditions de confinement à mettre en œuvre et une copie de l'arrêté d'agrément.

Pour les organismes génétiquement modifiés utilisés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, seul l'avis de classement de la commission de génie génétique est joint au dossier.

Constats :

L'exploitant a présenté les différentes catégories d'OGM utilisés et stockés sur le site de Marcy. Il indique avoir obtenu l'autorisation du ministère de la recherche (MESR) pour l'utilisation d'OGM à des fins de recherche et développement concernant 287 substances et posséder les dossiers relatifs à ces autorisations. Ces OGM n'étant pas à vocation de production industrielle, ils ne sont ni classés selon la rubrique ICPE 2680, ni soumis à l'arrêté du 2 juin 1998.

L'exploitant fournit l'état des lieux suivant pour les OGM stockés ou utilisés à des fins de production industrielle, et classés selon la rubrique 2680:

- 5 OGM sont stockés sur le site de Marcy. Ils ne font pas l'objet de production industrielle associée, mais sont stockés sur le site dans l'attente d'un éventuel lancement d'une production de vaccin en cas de pandémie (la production sera réalisée sur un site différent que celui de Marcy ou nécessiterait alors le dépôt d'un porteur à connaissance pour le site de Marcy). L'inspection a pu consulter le récépissé de déclaration délivré par le CEUCO (recherche) pour ces 5 OGM, de classe de confinement C1,
- 3 OGM avaient fait l'objet d'une demande de production industrielle sur le site de Marcy, il s'agit de la cellule CHO pour le vaccin contre l'hépatite B (confinement C1), le virus de la fièvre jaune 17D pour le vaccin contre la dengue (confinement C2) et le vecteur adénoviral recombinant pour le vaccin pour le COVID 19 (confinement C1). L'exploitant confirme qu'à ce jour, aucun de ces 3 OGM n'est utilisé sur le site de Marcy, aucune production de ces vaccins n'étant réalisée sur ce site.
- 1 OGM va faire l'objet d'une demande de porteur à connaissance auprès de l'inspection pour la production du vaccin contre la bronchiolite du nourrisson (RsVT) (confinement C1).

Ainsi, à ce jour, aucun organisme génétiquement modifié n'est utilisé à des fins de production industrielle, l'exploitant dispose des informations nécessaires demandées dans l'arrêté du 2 juin 1998.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre un porteur à connaissance pour l'utilisation du nouvel OGM RsVT. Pour les OGM qui ne sont que stockés sur le site de Marcy, l'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour la situation des OGM stockés sur site à des fins de production industrielle dans le cadre de la mise à jour de son étude de dangers et d'impact.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : OGM groupe 1 –Analyse effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/06/1998, article 10.10

Thème(s) : Risques chroniques, Recherche OGM Effluents

Prescription contrôlée :

10.10 Une analyse des effluents aqueux permettant de rechercher la présence de micro-organismes génétiquement modifiés viables doit être faite au frais de l'exploitant au minimum une fois par trimestre pendant les périodes d'utilisation du micro-organisme génétiquement modifié. Les résultats de ces analyses sont conservés et présentés, à sa demande, à l'inspecteur des installations classées.

Constats :

L'exploitant a indiqué ne pas utiliser de micro-organisme génétiquement modifié pour la

fabrication industrielle de vaccins. Il n'est donc pas concerné par cette recherche d'OGM dans ses effluents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation du PGS et transmission
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet annuellement via GEREPE son plan de gestion des solvants.</p> <p>Pour 2024, le document (PGS MLE 2024, Détermination des émissions de C.O.V sur le site de Marcy- Année 2024) indique une consommation de 34,7 tonnes de solvants et des émissions de 2743 kg de COV.</p> <p>Le document mentionne les entrées et sorties de solvants de l'installation. Il suit la réalisation proposée par le guide de l'INERIS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7°
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du PGS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>7° Composés organiques volatils :</p> <p>a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane :</p> <p>Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³. L'arrêté préfectoral fixe, en outre, une valeur limite annuelle des émissions diffuses sur la base des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable. [...]</p> <p>b) Composés organiques volatils visés à l'annexe III :</p> <p>Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m³.</p> <p>En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20</p>

mg/m³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m³, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.

c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié :

Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.

Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68, une valeur limite d'émission de 20 mg/m³ est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.

Le préfet peut accorder une dérogation aux prescriptions des deux précédents alinéas si l'exploitant démontre, d'une part, qu'il fait appel aux meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable et, d'autre part, qu'il n'y a pas lieu de craindre de risque significatif pour la santé humaine et l'environnement.[...]

Constats :

Le Plan de Gestion des Solvants du site de Marcy l'étoile appelle plusieurs remarques. Celles-ci devront être levées lors de la rédaction du prochain PGS (année 2025), afin que les conclusions puissent être comparées aux différentes VLE applicables, issues de l'arrêté du 2 février 1998 mais également celles de l'*arrêté du 4 novembre 2024, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460.*

1 - Exhaustivité des solvants pris en compte – Flux entrant:

L'exploitant détaillera comment il s'assure de l'exhaustivité des solvants pris en compte, et précisera la différence entre les flux de solvants I1A (SAP et SHIFT) et I1B (via les fournisseurs Ebuy). L'exploitant mentionnera les quantités de produits rentrants sur site, par substance, et veillera à mentionner et à justifier pour chacun le pourcentage de solvant retenu.

L'exploitant détaillera l'utilisation du formaldéhyde sur site, et précisera pourquoi il n'est pas considéré comme solvant. L'exploitant indiquera à quoi sert la cuve de 60m³ de glycol au R7, et si l'utilisation du glycol s'apparente à un solvant. Il fournira la FDS du produit.

2 – Méthode de comptabilisation des flux sortants:

L'exploitant précisera pourquoi il n'a pas étudié les flux sortants 03 ou 07 qui correspondent à la quantité de solvant subsistant dans le produit fini. En effet, des quantités plus ou moins importantes de solvants peuvent subsister dans les vaccins.

Il précisera les sources utilisées pour l'obtention des facteurs de concentration dans les déchets, et détaillera davantage la mention " identique à 2023".

L'exploitant précisera ce qu'il comptabilise dans le Flux "06-B: Solvants dans les déchets chimiques: dichlorométhane." et expliquera d'où vient ce flux alors qu'il n'y a pas de DCM en entrée (ni en flux I1 ni I2).

Flux 06-C: Dans un PGS, on comptabilise les flux de solvants avec l'objectif de déterminer les émissions de COV. Or, dans le flux 06-C, l'exploitant comptabilise des déchets provenant de famille de déchets qui correspondent à des liquides inorganiques corrosifs. L'exploitant veillera donc à la cohérence des flux retenus ou justifiera sa prise en compte dans le PGS le cas échéant.

Flux 06A/06B/06C/06D/06E/06F: Comparaison entre quantité de déchets comptabilisés dans le PGS et ceux disponibles par trackdéchets:

- L'exploitant expliquera pourquoi il sélectionne les déchets par code UN (réglementation transport) et non par code déchets//trackdéchets.

- Il détaillera pourquoi il identifie dans le PGS des déchets solvants halogénés (06B) et pourquoi il n'y a pas de correspondance sous trackdéchets puisqu'aucun déchet sous la rubrique «07 01 03*solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés » n'a été déclaré en 2024.

- Le flux 06F pour les hottes de charbon actif retenu est calculé à partir de la quantité de déchets de hottes de charbon actif, soit 5935 Kg. Or sur trackdéchets, cette quantité correspond à la quantité d'absorbant, matériaux filtrant chiffons essuyage, vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses (code déchets 15 02 02*). L'exploitant justifiera le choix de cette quantité de déchets qui n'est visiblement pas constituée uniquement de hottes de charbon actif.

- L'exploitant précisera pourquoi les quantités sont si variables entre celles issues du PGS (déchets) et celles issues de trackdéchets. Notamment, la quantité de déchets totale retenue pour les flux 06A/B/C – déchets liquides est très différente du flux déchets 070504* pour 2024. L'exploitant veillera à tenir à disposition de l'inspection les BSD sur lesquels figurent la concentration de solvant retenue par le prestataire de traitement des déchets contenant des solvants.

- Enfin l'exploitant justifiera les données relatives aux entrées/sorties de formaldéhyde. Il indique que le rendement est évalué à 99% de l'installation sur le V15 et V16 de par la présence d'installation de traitement des effluents formolés. Il précisera le traitement et détaillera la production réalisée sur le V9. Des justificatifs sont attendus, de même pour la quantité de formol dans les déchets du C3B1.

3- Hypothèses prises en compte

Il est demandé à l'exploitant de détailler davantage les hypothèses prises, tel que mentionné ci-dessus. De la même façon, il pourra préciser les hypothèses retenues relatives aux analyses sur la teneur en solvant du flux 06C ou sur les facteurs de concentration des différentes formulation d'éthanol.

4- Actions de réduction

L'exploitant doit informer l'inspection de ses actions visant à réduire leur consommation. Il illustre par des graphiques la diminution de la consommation, mais détaille peu le plan d'action visant à

réduire la consommation de solvants qui se résume à un travail avec l'équipe projet sur les nouveaux projets et l'identification des activités qui pourraient avoir un impact sur les données du PGS mais n'expliquent pas en quoi des actions de réduction sont menées. Un seul exemple est indiqué sur le bâtiment V10 pour la régénération des effluents d'éthanol, sans plus de détails par ailleurs.

L'exploitant doit améliorer les informations transmises à l'IIC sur le plan de réduction/amélioration de l'utilisation de solvants.

5- Conclusion respect des VLE

L'exploitant doit veiller à se positionner sur sa conformité aux VLE de l'arrêté du 2 février 1998:

L'exploitant s'est positionné sur le flux horaire de COV (2kg/h du 2/2/98) pour les émissions diffuses.

Il doit également se positionner sur le respect des VLE des substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié. (CF art 27 - 7-c de l'arrêté du 2/2/98)

Enfin, il doit évaluer sa conformité aux MTD WGC, avec les niveaux d'émission pour les émissions diffuses qui doivent être inférieures à 5% de solvant utilisé en moyenne annuelle. Ainsi, pour une utilisation de 34,796 tonnes de COV par an, la limite est de 1,73 tonnes d'émission de COV diffus, alors que pour 2024, les émissions de COV sont estimées à 2,743 tonnes. Cette limite d'émission devra être regardée dans la prochaine mise à jour du PGS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra à jour son PGS en explicitant davantage les hypothèses et données d'entrée choisies, conformément aux remarques de l'inspection. Il complètera les conclusions de son PGS, et se comparera notamment à l'ensemble des VLE existantes, relatives aux COV (arrêtés du 2 février 1998 et du 4 novembre 2024), et détaillera davantage les actions mises en œuvre pour réduire l'utilisation et ses émissions de solvants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 9 mois

N° 6 : Stockage d'oxygène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Stockages d'oxygène

Prescription contrôlée :

16.1- Clôtures

Chaque dépôt est équipé d'une clôture grillagée d'une hauteur minimale de 2 mètres comportant une porte grillagée s'ouvrant vers l'extérieur.

16.2- Rétention

Les aires de stockage et de dépotage de véhicules d'oxygène liquide doivent être étanches, incombustibles, non poreuses et réalisés en matériaux inertes vis à vis de l'oxygène.

La disposition de ces aires doit s'opposer à tout épanchement éventuel d'oxygène liquide dans les zones où il serait source de danger ou d'aggravation de danger (fosses, trous d'homme, passages de câbles électriques en sol, caniveaux, regards, ...). Sauf mesures compensatoires, ces zones doivent être éloignés de 5 mètres au moins des limites de l'installation.

16.3- Canalisations

Les canalisations d'oxygène sont en tant que de besoin protégé contre les agressions extérieures (corrosion, choc, ...). Elles sont maintenues parfaitement étanches. Leur bon état de conservation est régulièrement contrôlé.

Les parties d'installation contenant de l'oxygène liquide doivent pouvoir être isolées par une ou plusieurs vannes de sectionnement manuelles situées au plus près de la paroi du réservoir. Ce dispositif est complété par une vanne de sectionnement automatique à sécurité positive devant se fermer en cas d'arrêt d'urgence.

16.4- Dépotage

Les postes de dépotage sont équipés et aménagés d'une façon telle que les opérateurs puissent arrêter rapidement et en sécurité l'opération en cours.

Les matériels utilisés pour les opérations de transvasement sont adaptés aux produits et aux conditions du transfert. Ils font l'objet de vérifications périodiques adaptées aux conditions d'utilisation.

Durant les opérations de dépotage, les véhicules sont disposés d'une façon telle qu'ils puissent quitter l'aire de dépotage facilement et sans manœuvre.

Les opérations de dépotage sont effectuées par du personnel qualifié, instruit des dangers présentés. Un opérateur doit être physiquement présent durant tout le transfert.

Ces opérations font l'objet de consignes d'exploitation écrites qui doivent prévoir notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôles des dispositifs de sécurité ;
- les instructions de maintenance.

16.5- Etat des stocks

La quantité d'oxygène présente dans chaque dépôt doit pouvoir être estimée à tout moment notamment à l'intention des services d'incendie et de secours.

16.6- Stockages d'autres produits

Le stockage de récipients de gaz inflammables est interdit dans l'enceinte clôturée du dépôt d'oxygène liquide. Seul des récipients de gaz non inflammables peuvent y être admis.

16.7- Moyens de secours

Chaque dépôt doit être doté de moyens de secours contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués d'un extincteur à poudre de 9 kilogrammes et d'un robinet d'incendie d'un type normalisé armé en permanence.

16.8- Localisation des risques

Conformément aux dispositions du chapitre 6.5 du présent arrêté, l'exploitant définit les zones dans lesquelles sont susceptibles d'apparaître des atmosphères de nature à aggraver le risque d'incendie, et leur applique les prescriptions afférentes à ces zones.

16.9- Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'emploi et de la présence d'huiles, graisses, lubrifiants, chiffons gras et autres produits non compatibles avec l'oxygène à l'intérieur de l'installation ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou un emballage ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les procédures d'arrêt d'urgence.

Constats :

Les stockages d'oxygène en cuves fixes du site de Marcy l'étoile sont réparties sur 4 localisations :

- Cuve A4/R5: 1,3 tonnes
- Cuve T4: 1,3 tonnes
- Cuve V11: 7,8 tonnes
- Cuve XL: 3,8 tonnes.

L'inspection s'est rendue sur les deux aires de stockage d'oxygène du bâtiment XL et de la zone V11.

Les deux stockages sont grillagés, d'une hauteur de 2 m, les aires de stockage et de dépotage sont constituées d'un revêtement étanche de type béton ou asphalte. Les canalisations d'oxygène sont protégées par la clôture. Elles sont en bon état, il n'a pas été constaté de trace de corrosion. Les vannes de sectionnement manuelles ont été repérées mais leur fonctionnement n'a pas pu être testé. Les consignes opératoires sont détaillées et affichées sur chacun des deux stockages. Figurent également les consignes de sécurité. Il n'a pas été repéré de stockage d'autres produits, à l'exception de stockage d'azote ou de CO2 (gaz ininflammables). L'exploitant indique que l'état des stocks est disponible à tout moment pour les équipes de production, et est également reporté au fournisseur pour une meilleure gestion des stocks. L'inspection a constaté sur chacun des deux stockage la présence d'extincteur à poudre de 9 kg.

L'exploitant indique que les deux installations sont gérées par l'exploitant AirLiquide. C'est ce prestataire qui s'occupe de la maintenance et de l'entretien des installations, selon son propre cahier des charges. De la même façon, la formation des opérateurs de dépotage est organisée et tracée par le prestataire. Sanofi a produit à l'inspection une attestation qui certifie que tous les opérateurs de dépotage d'Air Liquide sont formés aux matières dangereuses (Attestation ADR).

L'inspection a constaté les deux non-conformités suivantes:

- Sur la zone de stockage du bâtiment XL, un caniveau de recueil des eaux pluviales est présent devant la zone de stockage, à moins de 5 mètres des limites de l'installation. L'arrêté préfectoral prévoit "Sauf mesures compensatoires, ces zones doivent être éloignées de 5 mètres au moins des limites de l'installation." (art. 16.2). L'arrêté ministériel relatif au stockage à déclaration d'oxygène prévoit "Cette distance n'est pas exigée si des dispositions sont prises pour éviter qu'un épanchement éventuel d'oxygène liquide puisse s'écouler vers lesdites zones, par exemple en imposant une distance horizontale de contournement au moins égale à 5 mètres." (Annexe 1 art. 2.10). Aucune mesure compensatoire ni disposition spécifique de contournement n'a été observée lors de la visite. L'inspection demande donc à l'exploitant de revoir la disposition de son stockage d'oxygène du bâtiment XL, ou de proposer des mesures compensatoires afin d'éviter qu'un épanchement éventuel d'oxygène liquide puisse s'écouler vers ce caniveau.

- L'article 16.7 de l'arrêté préfectoral impose que "chaque dépôt doit être doté de moyens de secours contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués d'un extincteur à poudre de 9 kilogrammes et d'un robinet d'incendie d'un type normalisé armé en permanence." Si l'inspection a pu constater la présence d'extincteur sur les 2 dépôts, le robinet d'incendie armé est absent de chaque stockage. Les quantités d'oxygène stocké sur site sont inférieures à 15 tonnes. Or, selon l'arrêté ministériel de prescription générales applicables aux stockage d'oxygène à déclaration, ceux-ci doivent être équipés uniquement "- d'un extincteur à poudre ou à eau pulvérisée de 9 kilogrammes si la capacité de l'installation est inférieure ou égale à 15 tonnes d'oxygène,". L'inspection considère ainsi que les moyens de lutte contre l'incendie présents sur site sont adaptés et qu'une révision de l'arrêté préfectoral sera proposée ultérieurement afin de supprimer l'obligation de présence de RIA sur les zones de stockage d'oxygène.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit revoir la disposition du stockage d'oxygène du bâtiment XL afin de se conformer à l'exigence de sécurité imposant un éloignement d'au moins 5 mètres entre l'installation et tout point présentant un risque en cas d'épanchement d'oxygène liquide, une grille d'évacuation des eaux pluviales ayant été constatée à une distance inférieure.

Par ailleurs, l'inspection rappelle que, même en cas de sous-traitance, il appartient à l'exploitant, en tant que responsable de l'ICPE, de s'assurer que le plan de maintenance mis en œuvre par le prestataire est conforme aux exigences de sécurité applicables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie - Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 6.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des extincteurs

Prescription contrôlée :

En complément des dispositifs prévus à la prescription 6.4.3. , l'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre,[...]. Les extincteurs et matériels sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des stockages d'oxygène, l'inspection a constaté la présence d'extincteurs à poudre, situés dans des coffrets fermés à clés. Les clés n'étaient pas disponibles, et les coffrets n'ont pas pu être ouverts rapidement (>10 min). Les extincteurs doivent être rapidement accessibles et les utilisateurs doivent être formés à la manipulation des extincteurs, qu'il soient ou non protégés dans des coffrets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller à rendre les extincteurs situés dans des coffrets aisément accessibles en toute circonstance.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>